Marie-Thérèse Bertini

La révolution de l'emploi

Non,
le chômage n'est pas une fatalité!

Du même auteur

L'informatique oui ou non,
Flammarion, avec Pierre-Jean Richard, 1985

Messieurs les patrons, voici pourquoi l'informatique vous coûte très cher,
Éditions Bénévent, avec Michel Baudu, 2005

Pour en finir avec la fabrique des chômeurs,
David Reinharc, 2011

Pour des têtes bien faites,
L'Esprit du Temps, 2013

© Éditions Marie B, octobre 2014
ISBN : 979-10-93576-00-8
www.editions-marieb.com
Site internet : Leslie Brebion
Identité visuelle : Martin Bonis

Marie-Thérèse Bertini

La RÉVOLUTION de L'EMPLOI

Non, le chômage n'est pas une fatalité !

Sommaire

Préambule ... 9

Introduction ... 13

Un pays malade de ses chômeurs ? ... 19

Des emplois à pourvoir ? ... 19
Chômage et faux chômage ... 19
Une offre toujours pas satisfaite ... 22

Le travail : comment lui tourner le dos ? ... 23
Pôle emploi : l'inefficacité comme principe ... 23
La philosophie des quotas ... 28
L'Apec, ou « peut faire pire » ... 33
Des médecins complices ... 34
Les effets délétères des prud'hommes ... 36
Des tribunaux de commerce qui nous mettent en danger… ... 38
Des médias trop souvent suiveurs ... 38

Les racines du mal ... 39
Un pouvoir incapable de traiter les causes ... 39
Le refus du travail ... 42
Les Français, des paresseux ? ... 45

Des conséquences catastrophiques ... 48
Des compétences laissées en jachère ... 48
Une fuite des cerveaux ... 48
Et un moral au plus bas ... 49

Pour une révolution de l'emploi ... 53

Les éléments de la rupture ... 53
Assumer de vrais choix ... 53
Un parcours rigoureux ... 55
Le courage d'en parler ... 57
Une autre conception du travail ... 58
Une étape supplémentaire ... 59
La liberté est le moteur de l'action ... 61

Changer les mentalités, bouleverser les principes 63
Réformer les prud'hommes 64
Changer le droit 66
Alléger les contraintes 70
Bouleverser des organismes de placement 70

Une authentique politique de l'emploi 71
Former comme il se doit les jeunes 72
Réformer en profondeur les structures d'aide au retour à l'emploi 76
Et Internet ? Un alibi ? 79
Ou un outil dangereux ? 80
Des formations inefficaces 82
Être à l'écoute des demandes des entreprises 84
Mettre en avant des exemples de réussite 85
Favoriser la mobilité géographique et professionnelle 85
Réformer les procédures d'aide sociale 86
Agir contre les dérives institutionnelles 89

Faire confiance aux entreprises 90
Un impératif 90
Une formation en interne 94
Conserver les savoir-faire 97
Un pacte salarié-entreprise 97

Une nouvelle approche des PME 99
Retrouver des marges de manœuvre 99
Le financement des PME 103
La fiscalité 104
Restaurer l'image des PME 105
Être patron, tout un art 107
Halte à la répression 109
Le modèle PME 112

Conclusion 117

Préambule

Je veux parler du chômage ; pas uniquement celui qui frappe les salariés des grands groupes, mais celui qui concerne les millions de chômeurs répartis dans tous les secteurs d'activité, la petite industrie, le commerce, l'artisanat. De ce chômage-là, on ne se préoccupe pas, c'est pourtant à lui qu'il faut s'attaquer.

J'avais pris la parole en 2011, pour dénoncer cette « fabrique des chômeurs » qu'était devenu notre pays, et j'avais fait une analyse serrée des causes de son incapacité à retrouver le chemin du plein-emploi. J'avais surtout énoncé des propositions radicalement innovantes pour transformer de fond en comble la politique de l'emploi, rendre enfin efficaces les organismes de placement et de gestion des chômeurs, et surtout changer les mentalités sur la question de l'entreprise. Faire enfin de la France un pays moderne, souple, adaptable, et donc dynamique et innovant.

Ma démarche fut vaine et la situation n'a cessé de se dégrader. Chaque mois, de nouveaux chiffres du chômage tombent, rarement annonciateurs d'une amélioration. Malgré des années de « politique de l'emploi », il faut se rendre à l'évidence : nous faisons fausse route. Il est nécessaire de repenser le problème.

Il y a urgence. En quelques années, nous sommes passés de *la fabrique des chômeurs* à *l'usine à chômeurs*. Le non-emploi est-il devenu une industrie ? De quel mal souffre donc la France pour que le chômage y soit devenu un *système* ? Car si le problème a empiré, c'est bien parce que le chômage est passé dans l'ère de la systématique et que, d'un *phénomène conjoncturel*, il est devenu *structurel*. Ainsi, en France, 500 000 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits à Pôle emploi depuis 2012. Le pays compte désormais presque 3,5 millions de chômeurs.

Toutes les statistiques le confirment, qu'elles émanent de l'Insee ou des organismes internationaux. Et les prévisions les plus optimistes ne font état d'une inversion de la tendance que pour 2015, voire 2016 selon le FMI.

Il faut donc changer radicalement de discours, refuser la fatalité et remettre les choses à plat sur de nouvelles bases.

J'avais commencé l'analyse de cette question dans mon précédent ouvrage, *La fabrique des chômeurs*, paru en 2011. J'y proposais des solutions inédites. Je n'ai, semble-t-il, pas été comprise. J'ai donc décidé de revenir sur ce sujet dans ce nouveau livre, et de radicaliser mon propos.

Après le coup de semonce des dernières élections, il est urgent de prendre les mesures qui s'imposent, car la France ne sortira de la crise majeure qu'elle traverse – politique, sociale, morale – que si elle vient à bout du chômage de longue durée.

L'idée de base est révolutionnaire, mais elle fait l'objet d'un tabou : depuis des lustres, on accompagne le *chômeur* ; il faut désormais s'intéresser au *travailleur* et rendre leur liberté d'agir, d'innover, aux structures économiques qui seules créent l'emploi désormais : les petites et moyennes entreprises.

La question de l'emploi doit être prioritaire. Pour cela, il est nécessaire de réintégrer les sans-emploi dans la dynamique du travail, les réinsérer dans le tissu social. Ne pas considérer que le statut de chômeur est *normal*, inévitable en certaines circonstances, mais bien un statut transitoire dont il faut sortir au plus vite, coûte que coûte.

Je propose de renverser les perspectives : ma préoccupation n'est pas le chômage, mais bel et bien l'emploi – ce qui est tout à fait différent. Il est temps d'arrêter de parler du chômage de manière statique, et de nous décider à envisager le problème de façon active et constructive, dynamique. Cessons d'être autistes, attaquons-nous à la

question de l'emploi et agissons rapidement. Nous en avons les moyens.

Une idée folle, ma proposition ? Un projet ridicule et optimiste germé dans un esprit naïf, peu au fait des réalités économiques ? Bien au contraire, il relève de *l'observation* sans préjugés d'une réalité – essentiellement celle des PME, qui constituent l'essentiel des gisements d'embauche aujourd'hui –, et *d'analyses* qui doivent tout à cette observation et au raisonnement de bon sens.

Dans mon précédent ouvrage, je disais que nous n'avions que trop attendu pour affronter la vérité sur la question. Et ce n'est pas le fait du hasard, mais parce que ceux qui monopolisent la parole sont en général – qu'il me soit permis de le dire avec tout le respect que j'ai pour leur personne et parfois leurs compétences – totalement incapables en la matière.

Encore plus qu'à cette époque, nous ne pouvons plus nous contenter d'écouter respectueusement les discours de spécialistes et d'experts brillants, mais décalés par rapport à la réalité du terrain, qu'ils ne connaissent que de seconde main. Nous ne pouvons plus laisser des hommes politiques et des analystes en chambre se contenter d'éplucher des chiffres pour ensuite énoncer une fatalité sans proposer de réponse efficace.

Il est urgent d'entendre ceux qui ont une connaissance concrète du terrain, et, parce que je crois être de ceux-là, j'ai décidé de prendre à nouveau la parole.

Quelle est la question que pose ce nouveau livre ? Elle peut être formulée ainsi : comment créer des emplois dans l'économie réelle, et notamment dans les petites et moyennes entreprises, en leur faisant confiance, en leur laissant la liberté indispensable pour atteindre cet objectif, et en leur fournissant les outils nécessaires à cette tâche ?

Pour avoir fait depuis vingt-cinq ans l'expérience de cette question, vingt-cinq années d'activité professionnelle

intense, je crois savoir de quoi je parle. Je ne suis pas une spécialiste de l'économie, ni une analyste. Je suis une simple chef d'entreprise, d'une entreprise comme il y en a des milliers en France, une de ces structures de taille moyenne qui font la singularité et la vitalité de notre pays.

Des PME dirigées de manière pragmatique, efficace, et dont la connaissance des réalités du terrain ne manque pas de pertinence.

Avec toutefois une particularité pour la nôtre, puisque nous sommes une SSII : une entreprise dont la mission est *d'être à l'écoute* d'autres entreprises pour les aider à résoudre un problème ponctuel, développer une activité, améliorer leur fonctionnement ou leur rentabilité, les aider à mieux utiliser leurs ressources propres, techniques ou humaines… Avec une démarche simple, en apparence : définir précisément les objectifs, gérer au mieux le temps, apprendre à traiter l'information, et tirer le meilleur parti de leur potentiel.

Une société vivante et dynamique, au sein de laquelle il n'y a ni manières ni protocole, pas de hiérarchie paralysante, mais des rapports directs et efficaces. Mon rôle est moteur bien sûr, mais cette entreprise est aussi, et d'abord, le fruit des efforts de tous ceux qui y contribuent, ces salariés qui sont sa richesse. Des femmes et des hommes heureux de venir travailler tous les jours auprès de moi – comme d'ailleurs dans d'autres entreprises comparables à la mienne.

Je le mesure si bien qu'à mes yeux la question de l'emploi et du recrutement est fondamentale pour le dynamisme et la cohésion de la société française.

Introduction

Le chômage, un système

Le chômage est devenu un véritable système en France, auquel participent d'un commun accord toutes les forces qui devraient contribuer à le combattre : le salarié lui-même, encouragé parfois à ne considérer l'emploi que comme une étape transitoire entre deux périodes d'inactivité ; les organismes de placement, incapables de répondre vraiment à la demande des entreprises ; les corps de contrôle que sont l'inspection et la médecine du travail, qui encouragent les salariés à guerroyer sans cesse contre les employeurs.

Pourtant, il faut remettre la France au travail, et cesser de subir la pression des discours alarmistes sur le déclin inexorable de l'emploi, notamment industriel, dans notre pays.

Car enfin, quoi de neuf en France, sinon la même interminable litanie de complaintes au sujet d'une économie paralysée, d'un pays en régression et, d'abord et avant tout, d'une situation de l'emploi catastrophique, intolérable mais qui semble un mal incurable, une maladie chronique ?

Le paradoxe, en la matière, c'est que l'on préfère souvent se contenter de décrire un paysage dramatique plutôt que de s'attacher à trouver tous les moyens pour le changer. À croire que les discours, si angoissants soient-ils, nous paraissent plus séduisants que les actes ! Nous nous complaisons collectivement à écouter avec une passivité consternée les mêmes commentateurs nous décrire interminablement une société en voie d'effondrement, ou du moins d'endormissement généralisé, sur les rivages de l'inaction et de l'assistanat. Les Cassandre de

tout acabit ont le don de paralyser nos concitoyens qui, loin de les fuir, se résignent à leur verdict, en une sorte de curieuse fascination pour ce qui n'est qu'un lent suicide collectif.

Les données, on les connaît depuis longtemps. Depuis ma première alerte, en 2011, elles se sont détériorées. Les statistiques officielles, subtilement ajustées à la hausse ou à la baisse en fonction de savants critères de calculs et des nécessités de la stratégie politique, oscillent autour de 10 % de demandeurs d'emploi. Certaines évaluations non officielles vont pourtant beaucoup plus loin, jugeant les chiffres du chômage délibérément sous-estimés, avec un sous-emploi bien plus élevé qu'on ne voudrait l'annoncer, et considèrent qu'aujourd'hui en France un actif sur cinq est en réalité à la recherche d'un emploi.

10 % de chômeurs ? 20 % ? Ces chiffres sont évidemment considérables. Mais je ne me lancerai pas ici dans une querelle sur les statistiques. Inutile de gaspiller son énergie à décrire la situation, quand la seule chose qui importe, est d'en sortir. 10 %, 20 % : dans tous les cas de figure, ces données sont affolantes. Pas question d'accepter qu'un pays riche et développé comme le nôtre laisse sur le bord de la route un pourcentage si important de ses forces vives.

Ces chiffres, de surcroît, ne veulent pas dire grand-chose, car les données mettent sur le même plan, depuis des décennies, les « vrais » et les « faux » chômeurs ; ceux qui ont été les victimes d'une brutale fermeture d'usine, d'une entreprise qui a déposé son bilan, et ceux que le système encourage à ne pas s'engager à nouveau et réellement dans une véritable activité professionnelle. Et dans ce nombre, combien de « faux » chômeurs ? 30 %, 50 %, voire plus ?

Revenons aux chiffres officiels, établis par l'Insee, qui classent les demandeurs d'emplois en cinq catégories :

– catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
– catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (*i.e.* de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
– catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (*i.e.* plus de 78 heures au cours du mois) ;
– catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…),
– catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

La catégorie A, le noyau dur, compte aujourd'hui près de 3,5 millions d'inscrits. Le total des 5 catégories s'élève à 5 millions de personnes. Il faut y ajouter ceux qui ne sont plus inscrits nulle part, et vivent en situation de précarité totale.

Il y a moins de quarante ans, souvenons-nous, le chômage était un spectre inquiétant dont le développement, lié à la crise pétrolière et à ses effets foudroyants sur des pans entiers de l'industrie française, paraissait un cauchemar inacceptable ; une épreuve que chacun espérait ne pas avoir à subir, une malédiction que l'on déplorait pour ses voisins… mais que l'on préférait leur voir connaître plutôt que de la vivre soi-même. De toutes ses fibres, notre société se cabrait contre cette plaie.

Aujourd'hui, et de plus en plus après deux ans d'un gouvernement qui n'a rien fait, se contentant de demi-mesures démagogiques, c'est l'acceptation qui prime. Le chômage est courant, banalisé, certes pas un motif de réjouissance, mais soit un passage obligé, soit un état tout à fait logique, donc supportable.

Or le chômage de masse n'est ni une fatalité ni un mal inhérent à nos démocraties développées. C'est une véritable aberration, dont nous sommes responsables, et qui atteint désormais les limites du supportable. Il menace la cohésion de la société, contribue au développement de la violence urbaine et de la délinquance, oppose les générations les unes aux autres, crée de l'hostilité entre les diverses catégories de la société, renforce les égoïsmes et le non-respect des règles. Sans plus tarder, il faut sortir de cette spirale infernale.

Mon objectif est toujours de ne pas considérer le sous-emploi, le non-emploi, comme un état de fait, mais bien d'effectuer un diagnostic et de proposer une thérapie concernant cette « maladie sociale ». Si la plaie du chômage s'est installée durablement, c'est parce que le corps social était défaillant, parce que la société française dans son ensemble, en un imperceptible mais puissant glissement, s'est mise à être *malade du travail*.

Qu'est-ce à dire ? De plus en plus et pour davantage de gens, le travail est vécu comme une souffrance, une aliénation, un arrachement à soi-même, une concession faite à *l'ennemi* que serait l'entreprise, incarnée par *le patron*. Et cette volonté diffuse et généralisée de fuir le travail devient elle-même une pathologie, avec son cortège de neurasthénie, de mélancolie, de perte de confiance en soi, de manque de repères…

Ce syndrome du refus du monde du travail s'applique particulièrement dans le cas des PME. En effet, les Français, qui penchent vers l'assistanat, ont volontiers tendance à considérer que l'État peut toujours leur venir en aide, et qu'il a vocation à le faire en toutes circonstances. Les grandes entreprises, publiques ou privées, sont perçues comme des prolongements de l'État, puissantes et monolithiques comme lui. Les PME, au contraire, sans cesse en train de s'adapter à un monde mouvant, sont à l'image du vivant, capables de se développer très vite,

de se transformer ; mais elles sont aussi menacées par d'innombrables risques. Elles sont à mille lieues des problématiques des grandes structures bureaucratiques qui ne donnent pas toujours leur chance à ceux qui portent l'innovation, mais rassurent par leur force de frappe et leur inertie.

À travers l'observation au quotidien des pratiques et des travers constatés de manière systématique, et grâce à des exemples concrets, des anecdotes vécues et des expériences réelles, je vais m'employer à décrire cette pathologie du travail, à en expliquer les causes et à proposer un remède rapide, efficace et simple.

Ce nouveau livre est encore un cri du cœur, une sonnette d'alarme, mais il veut surtout proposer des clés radicales pour dire non à la résignation et bouleverser la donne. Nous pouvons en effet retrouver le chemin du plein-emploi, avec un peu de bon sens et une volonté affirmée au plus haut niveau.